



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Annual Report on the *Privacy Act* 2022-2023
/ Rapport annuel concernant la *Loi sur la
protection des renseignements personnels*
2022-2023



Canada 

ISSN 2563-3104

Key title: Annual report on the *Privacy Act* 2022-2023 (Canada Energy Regulator)
[Bilingual document].

Variant title: Rapport annuel concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels* 2022-2023

ISSN 2563-3104

© His Majesty the King in Right of Canada as represented by the Canada Energy Regulator 2023

GoC Cat. NE2-26/2-PDF

This report is published in both official languages. This publication is available upon request in multiple formats.

For further information, please contact :

Canada Energy Regulator
517 Tenth Avenue S.W.
Calgary, Alberta T2R 0A8
Fax: 403-292-5503
Phone: 403-292-4800
1-800-899-1265
Internet: <http://www.cer-rec.gc.ca>

Printed in Canada

ISSN 2563-3104

Titre-clé : Rapport annuel 2022-2023 concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (Régie de l'énergie du Canada)

[Document bilingue]

Variante du titre : Annual report on the *Privacy Act* 2022-2023

© Sa Majesté le Roi de droit du Canada représenté par la Régie de l'énergie du Canada 2023

GC, cat. NE2-26/2-PDF

Le rapport est publié dans les deux langues officielles, sur supports multiples. Il est possible d'en obtenir un exemplaire sur demande.

Renseignements :

Régie de l'énergie du Canada
517, Dixième Avenue S.-O.
Calgary (Alberta) T2R 0A8
Télécopieur : 403-292-5503
Téléphone : 403-292-4800
1-800-899-1265
Site Web : <http://www.cer-rec.gc.ca>

Imprimé au Canada

Annual Report on the *Privacy Act* 2022-2023

ABOUT THE CANADA ENERGY REGULATOR

The Canadian Energy Regulator regulates interprovincial and international pipelines and powerlines, offshore renewable energy projects, oil and natural gas operations in frontier areas, and energy trade. The Canadian Energy Regulator's mission is regulating infrastructure to ensure safe and efficient delivery of energy to Canadians and the world; protecting the environment; respecting the rights of Indigenous peoples; and, providing timely and relevant energy information and analysis. The Minister of Energy and Natural Resources is responsible for this organization.

For more information about the CER please visit our [website](#).

Rapport annuel concernant *la Loi sur la protection des renseignements personnels* 2022-2023

À PROPOS DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE DU CANADA

La Régie de l'énergie du Canada régit les pipelines et les lignes de transport d'électricité interprovinciaux et internationaux, les projets d'énergie renouvelable extracôtière, les activités pétrolières ou gazières sur les terres domaniales et le commerce de l'énergie. Sa mission est de réglementer l'infrastructure afin d'assurer l'acheminement sécuritaire et efficace de l'énergie aux Canadiens et ailleurs dans le monde; de protéger l'environnement; de respecter les droits des peuples autochtones; et de fournir des analyses et des informations pertinentes et opportunes sur l'énergie. La Régie relève du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Pour un complément d'information sur la Régie, consultez son [site Web](#)

THE PRIVACY ACT

The Privacy Act (the Act) gives individuals the right of access to information about themselves held by the federal government, with certain specific and limited exceptions. The Act protects an individual's privacy by setting out provisions related to the collection, retention, use and disclosure of personal information.

In accordance with section 72 of the Act, the head of every federal institution is required to submit an Annual Report to Parliament on the administration of the Act following the close of each fiscal year. The Annual Reports are then tabled in Parliament pursuant to section 72 of the Act. This report describes how the Canada Energy Regulator (CER) fulfilled its privacy responsibilities during the fiscal year 2022-23.

Organizational Structure

Privacy requests at the CER are processed by the Access to Information and Privacy (ATIP) Office, which is part of the Open Government Team. The Open Government Team reports to the Vice President (VP), Data and Information Management, who is the delegated ATIP Coordinator.

Privacy requests are received primarily through two channels; e-mail and the ATIP Online Request Service (AORT). Requests are also occasionally received through the mail. Requests received through the mail are logged into the CER's records management system by the Data & Information Management department and then forwarded to the ATIP Office.

As of the end of 2022-23, the CER had four full-time employees, including a Group Leader and three ATIP Officers who allocated their time to activities related to the Act.

LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* (la « Loi ») accorde au public canadien un droit d'accès aux renseignements détenus par le gouvernement fédéral à leur sujet, sous réserve de certaines exceptions particulières. La Loi protège les renseignements personnels au moyen de dispositions concernant la collecte, la conservation, l'utilisation et la communication de ceux-ci.

Conformément à l'article 72 de la Loi, le responsable de chaque institution fédérale établit chaque année un rapport sur l'administration de la Loi après la clôture de chaque exercice. Ces rapports annuels sont déposés devant le Parlement aux termes de ce même article. Le présent rapport décrit comment la Régie de l'énergie du Canada s'est acquittée de ses responsabilités en matière de protection des renseignements personnels durant l'exercice 2022-2023.

Structure organisationnelle

Les demandes de communication de renseignements personnels présentées à la Régie sont traitées par le bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (« AIPRP »). Rattaché à l'équipe du gouvernement ouvert, celui-ci relève du vice-président de la gestion des données et de l'information agissant à titre de coordonnateur délégué de l'AIPRP.

Les demandes de communication de renseignements personnels sont le plus souvent transmises à la Régie par courriel et par l'entremise du service en ligne prévu à cette fin. À l'occasion, des demandes lui parviennent aussi par la poste. Dans de tels cas, elles sont entrées dans son système de gestion des dossiers par la section responsable au sein de l'équipe de la gestion des données et de l'information, avant d'être acheminées au bureau de l'AIPRP.

À la fin de l'exercice 2022-23, quatre employés à temps plein de la Régie – un chef de groupe et trois agents d'AIPRP – se consacraient aux activités reliées à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Delegation Order

The CER Act designates the CER CEO with the authority to exercise the powers, duties and functions of the Act. The CEO has historically delegated this authority.

The ATIP Office reports to the VP, Data and Information Management to who the CER CEO's authority under the Act has been delegated.

The delegation changed from the previous reporting year. Under the current order, there are three Executive positions that have been delegated full authority under the Act. They are: the VP, Data and Information Management (primary ATIP Coordinator), the VP, Systems Operations, EVP People Innovation and Results (alternate ATIP Coordinators). From an operational standpoint, granting this authority to three individuals ensures that files can be reviewed and signed-off without undue delay.

See annex B for a copy of the delegation orders.

Performance 2022-2023

In 2022-2023, the CER received two new requests under the Act and carried forward one outstanding request from the previous reporting period.

Of the three closed requests to which responses were given during this period, two requests or 66% were completed within the legislated 30-day timeline.

Over the past few years the CER has received very few privacy requests. The two requests that were received in this fiscal resulted in 263 pages being processed and 214 pages being released.

Ordonnance de délégation de pouvoirs

La *Loi sur la Régie canadienne de l'énergie* confère au président-directeur général de l'organisme l'autorité pour exercer les pouvoirs et les attributions prévus dans la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. De tout temps, celui-ci délègue ces pouvoirs.

Le bureau de l'AIPRP relève du vice-président de la gestion des données et de l'information, à qui sont délégués les pouvoirs du président-directeur général de la Régie en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

La délégation des pouvoirs a changé par rapport à l'exercice précédent. Aux termes de l'ordonnance actuellement en vigueur, les pouvoirs conférés par la Loi sont exercés par trois cadres supérieurs, soit le vice-président de la gestion des données et de l'information (principal coordonnateur de l'AIPRP), le vice-président des activités systémiques et le vice-président de l'innovation et des résultats (coordonnateurs auxiliaires). Sur le plan opérationnel, la délégation de pouvoirs à trois personnes assure le traitement et la conclusion des dossiers sans retard indu.

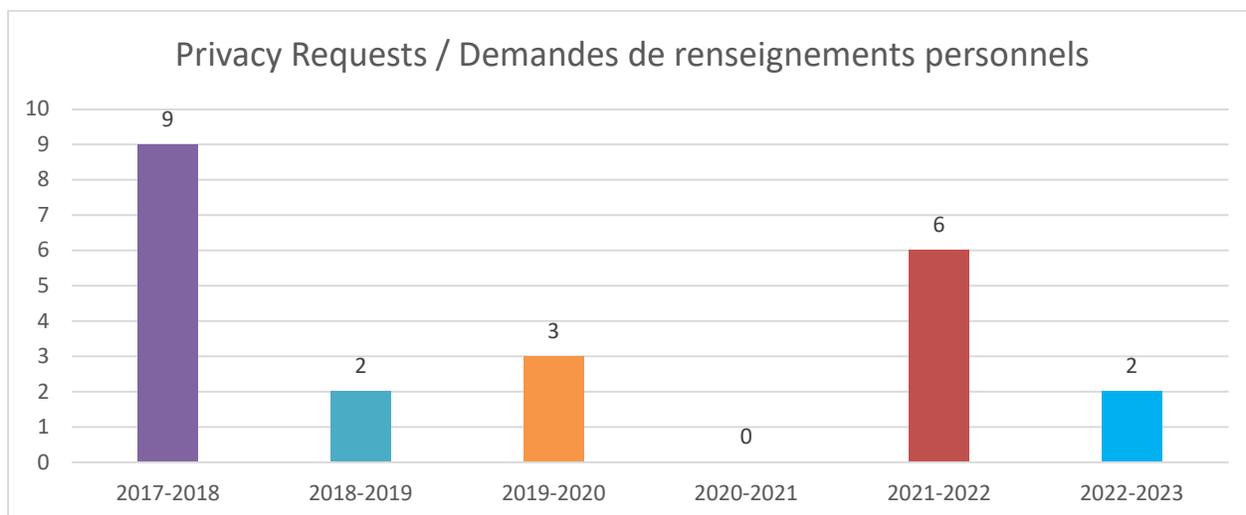
Une copie des ordonnances de délégation se trouve à l'annexe B.

Rendement pour 2022-2023

En 2022-2023, la Régie a reçu deux nouvelles demandes au titre de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et a reporté une demande de la période précédente.

Des trois demandes fermées pour lesquelles des réponses ont été données pendant la période, deux (66 %) ont été traitées dans le délai de 30 jours prescrit par la Loi.

Au cours des dernières années, la Régie a reçu très peu de demandes de communication de renseignements personnels. Les deux demandes reçues au cours du présent exercice ont donné lieu au traitement de 263 pages et à la communication de 214 pages.



The CER did not receive any consultations from other institutions or organizations.

La Régie n'a reçu aucune demande de consultation d'autres institutions ou organisations.

During 2022-23, the CER ATIP Office incurred \$2,099.00 in salary costs and \$49,963.00 in goods and services costs to administer the Act.

Au cours de 2022-2023, le bureau de l'AIPRP de la Régie a engagé des coûts de 2 099 \$ en salaires, et de 49 963 \$ en biens et services, pour l'administration de la Loi.

In 2022-23, the CER closed three privacy requests. Of the requests closed during the reporting period, records for 2 files no records existed, and one file was disclosed in part.

Durant l'exercice 2022-2023, la Régie a fermé trois dossiers. De ce nombre, il n'existait pas de documents dans deux cas et, dans l'autre les documents ont été communiqués.

During 2022-2023 most work was completed remotely with minimal disruption. A contract resource was engaged to complete the analysis on outstanding files. We anticipate all privacy files to be completed by next fiscal year. Processing times continued to be hindered by outdated ATIP redaction and case management software. ATIP Express is scheduled to be in place in 2023-24. The new software will improve processing times.

Au cours de l'exercice 2022-2023, la plupart des tâches ont été accomplies à distance avec un minimum de dérangements. Une ressource contractuelle a été engagée pour compléter l'analyse des dossiers en suspens. Nous prévoyons que tous les dossiers de confidentialité seront terminés d'ici le prochain exercice. La désuétude du logiciel de caviardage et de gestion des dossiers a continué de se répercuter sur les délais de traitement. Le nouveau logiciel dont la Régie a récemment fait l'acquisition, ATIP Express, est censé être entièrement fonctionnel durant l'exercice 2023-2024. Ce logiciel permettra de réduire les délais de traitement.

See annex A for further statistical information.

Pour plus de statistiques, veuillez consulter l'annexe A.

Training and Awareness

Training continues to be an area of focus for the CER ATIP Office. In 2022-23, the ATIP Office delivered targeted training which included onboarding new employees and providing annual refresher training to staff and OPIs. The COVID work from home environment and new technologies continued status quo through to March 31, 2023.

Training on the *Access to Information Act* and the *Privacy Act* was also offered by the ATIP Office which delivers both specialized training to respond to the needs of officers and clients, and general training to raise employees' awareness of their responsibilities under these Acts. In this regard, the CER reviewed its ATIP training materials (i.e. tasking email, PowerPoint presentations, ATIP Quick Tips Sheet in an effort towards an evergreen and continual improvement of the program; and enhancing communications and awareness with CER leadership and staff.

During 2022-23, the CER continued to require that all CER staff and contractors successfully pass the Access to Information and Privacy Fundamentals – COR502 course offered by the Canada School of Public Service (CSPS). During this reporting period, 29 CER employees and contractors registered for the course with 29 completing it successfully.

In addition to its online training, the ATIP Office also delivered presentations to the Data Community of Practice as well as the onboarding of new Board Commissioners.

The ATIP Office anticipates that increased awareness of the Act amongst employees will improve their ability to collect records, help them better identify information for potential redaction, and enable them to better support the ATIP Office's processing of requests. The ultimate goal being release packages that are responsive to the requesters.

Formation et sensibilisation

Le bureau de l'AIPRP de la Régie continue de porter un intérêt particulier à la formation. En 2022-2023, il a fourni une formation ciblée dans le cadre de ses activités d'accueil et d'intégration des nouveaux employés et une formation de recyclage annuelle à son personnel et à celui du bureau de première responsabilité. Le télétravail et le recours à de nouvelles technologies adoptées durant la pandémie de COVID-19 se sont poursuivis jusqu'au 31 mars 2023.

Une formation spécialisée sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels* a aussi été offerte par le bureau de l'AIPRP pour répondre aux besoins des agents et des clients. De plus, une formation générale a été donnée pour sensibiliser davantage les employés à leurs responsabilités à cet égard. Dans cette optique, la Régie a revu ses documents de formation sur l'AIPRP (courriel d'attribution de tâches, présentations PowerPoint, conseils pratiques, etc.) afin d'améliorer sa formation et ses communications aux membres de la direction et du personnel.

Durant la période, la Régie a continué d'exiger que tous ses employés et entrepreneurs suivent un cours de base sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (COR502), offert par l'École de la fonction publique du Canada. Ainsi, 29 employés et entrepreneurs de la Régie se sont inscrits à ce cours, qu'ils ont tous réussi.

Outre sa formation en ligne, le bureau de l'AIPRP a fait des présentations à la communauté de pratique des données et organisé des activités d'accueil et d'intégration pour les nouveaux commissaires.

Le bureau de l'AIPRP s'attend à ce que la sensibilisation accrue des employés améliore leur capacité à recueillir des documents, les aide à mieux déceler l'information pouvant être caviardée et leur permette de mieux assister le traitement des demandes. En fin de compte, le but est de communiquer des documents qui répondent aux besoins des demandeurs.

Training also focused heavily on employees' obligations under the *Privacy Act* with respect to protection of personal information. This was a considerable focus area for the ATIP Office this year. There was a decrease in privacy breaches due in part to training and efforts to increase awareness board wide.

In this regard, the CER also reviewed its internal privacy breach procedures and practices to ensure CER staff are aware of their obligations in the event of a privacy breach. The CER uses TBS' privacy breach management procedures and available suite of tools to assist in managing breaches.

Policies, Guidelines, Procedures and Initiatives

Documentation and training materials on the CER ATIP program were updated and made available through the corporate dashboard, along with links to other materials, such as the Acts, Treasury Board Secretariat policies and guidance documents, and a range of information management and guidance tools.

The CER adopted Treasury Board's privacy breach management guidelines and further integrated this approach into the CER's processes. Recommended improvements have been submitted to adjacent policies such as the Policy on Security Management.

The CER continued to examine its ATIP Program and all procedures in an effort to enable continuous improvement and to identify opportunities for efficiencies in processing access to information and privacy requests.

La formation a aussi beaucoup porté sur les obligations des employés qui sont prévues par la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Cet aspect a occupé considérablement le bureau de l'AIPRP au cours de l'exercice. Le nombre d'atteintes à la vie privée a diminué durant la période, en partie en raison de la formation et des efforts déployés pour accroître la sensibilisation à la grandeur de l'organisation.

À cet égard, la Régie a aussi revu ses méthodes et ses pratiques internes pour s'assurer que son personnel connaît bien ses obligations lorsqu'il y a atteinte à la vie privée. Elle a adopté les procédures de gestion des atteintes à la vie privée du Secrétariat du Conseil du Trésor, et utilise les outils à sa disposition pour ce faire.

Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

La documentation et le matériel de formation du programme de l'AIPRP à la Régie ont été mis à jour et rendus accessibles dans son portail des processus, où on trouve aussi des liens menant aux lois, politiques et lignes directrices du Secrétariat du Conseil du Trésor, ainsi qu'à tout un éventail d'outils d'orientation et de gestion de l'information.

La Régie a fait siennes les lignes directrices sur les atteintes à la vie privée du Conseil du Trésor et s'est employée à intégrer cette démarche à ses processus. Des améliorations qui avaient été recommandées ont été apportées aux politiques pertinentes, comme la Politique sur la gestion de la sécurité.

La Régie a poursuivi l'examen de ses programmes et de toutes ses procédures d'AIPRP dans l'optique de les améliorer et de relever les occasions d'accroître son efficacité dans le traitement des demandes d'accès à l'information et de communication de renseignements personnels.

Summary of Key Issues and Actions Taken on Complaints

During 2022–23, there were no new complaints registered with the Office of the Privacy Commissioner. As always, the CER will continue to work closely with the Office of the Privacy Commissioner to resolve any complaints in a timely and efficient manner.

No appeals were made to the Federal Court of Canada during 2022–2023.

Monitoring Compliance

For requests received in 2022-23, the CER achieved a completion rate of 100%. The CER processed a total of 263 pages and disclosed 214 pages to requesters.

The ATIP Group Leader meets weekly with the Team of ATIP Officers for full case reviews. This includes discussions with regard to technical issues, status/progress updates and the timeliness of processing requests.

These findings are regularly communicated through the Director of Open Government to the ATIP Coordinator.

All requests are tracked in a central repository and are reviewed and updated weekly.

Monthly statistical reports are provided from the ATIP Group Leader to the Director of Open Government. These statistics are presented to the ATIP Coordinator responsible for the oversight of the ATIP program.

Résumé des principaux enjeux et des mesures prises à la suite de plaintes

Durant l'exercice 2022-2023, aucune nouvelle plainte n'a été déposée au Commissariat à la protection de la vie privée. La Régie continuera à travailler de près avec le Commissariat afin de résoudre rapidement et efficacement les plaintes.

Aucun appel n'a été interjeté à la Cour fédérale du Canada durant l'exercice 2022-2023.

Surveillance de la conformité

Pour les demandes reçues au cours de l'exercice 2022-2023, la Régie a traité, dans les délais impartis par la Loi, la totalité (100 %) des demandes. Elle a examiné 263 pages au total et en a communiquées 214 aux demandeurs.

Le chef de groupe de l'AIPRP rencontre chaque semaine l'équipe des agents de l'AIPRP pour passer en revue tous les dossiers. Ces rencontres donnent lieu à des discussions sur des questions techniques, des mises à jour sur l'état d'avancement et la rapidité de traitement des demandes.

Les constats qui s'en dégagent sont communiqués régulièrement au coordonnateur de l'AIPRP par l'entremise du directeur du gouvernement ouvert.

Toutes les demandes font l'objet d'un suivi dans un dépôt central et sont examinées et actualisées toutes les semaines.

Des rapports statistiques mensuels sont remis par le chef de groupe de l'AIPRP au directeur du gouvernement ouvert. Ces statistiques sont présentées au coordonnateur des demandes de participation responsable de la surveillance du programme d'AIPRP.

Material Privacy Breaches

There were six investigations undertaken by the CER's ATIP Office during 2022-23, and five of them were determined to be privacy breaches. Four incidents were emails containing personal information sent to wrong addresses, one was related to a report containing personal information, and the last was a misdirected package containing personal information. All instances were determined to be non-material breaches. Notices to impacted parties were sent in all cases but due to their minor nature, the reports were not shared any further.

In all instances, the ATIP Office applied the Treasury Board's privacy breach management procedures and worked with the relevant Office of Primary Interest and ATIP Coordinator to identify and implement administrative measures to mitigate the potential for future incidents. Overall, these incidents have helped the CER improve its handling and classification of personal information, as well as its information management practices.

Privacy Impact Assessments

During the 2022-23 reporting period, no privacy impact assessments were completed.

The CER posts summaries of completed privacy impact assessments on its external website and forwards copies of completed assessment reports to the Office of the Privacy Commissioner.

Atteintes importantes à la vie privée

Au cours de l'exercice 2022-2023, le bureau de l'AIPRP de la Régie a mené six enquêtes, dont cinq ont révélé des atteintes à la vie privée. Quatre incidents avaient trait à des courriels contenant des renseignements personnels envoyés à la mauvaise adresse, un incident concernait des renseignements personnels dans un rapport, et un incident concernait un paquet dirigé à la mi-direction contenant des renseignements personnels. Tous les cas ont été considérés comme des atteintes mineures. Dans tous les cas, des avis ont été envoyés uniquement aux parties concernées étant donné qu'il s'agissait d'atteintes mineures.

Dans tous les cas, le bureau de l'AIPRP a appliqué la procédure de gestion des atteintes à la vie privée du Conseil du Trésor. Il a en outre collaboré avec le bureau de première responsabilité et le coordonnateur de l'AIPRP pour relever et mettre en œuvre des mesures administratives visant à atténuer le risque que d'autres incidents se produisent. Dans l'ensemble, ces incidents ont aidé la Régie à améliorer la manipulation et la classification des renseignements personnels, de même que ses pratiques de gestion de l'information.

Évaluations d'impact liées aux renseignements personnels

Pendant l'exercice 2022-2023, aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée n'a été effectuée.

La Régie affiche des résumés des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée sur son site Web externe et envoie des copies de ses rapports d'évaluation au Commissariat à la protection de la vie privée.

Public Interest Disclosures

The CER did not disclose any personal information under paragraphs 8(2)(e) or (m) of the *Privacy Act*.

Communications dans l'intérêt public

Aucun renseignement personnel n'a été communiqué en application de l'alinéa 8(2)e de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Annex A

Statistical Information

Annexe A

Renseignements statistiques



Statistical Report on the *Privacy Act*

Name of institution: Canada Energy Regulator

Reporting period: 4/1/2022 to 3/31/2023

Section 1: Requests Under the *Privacy Act*

1.1 Number of requests received

		Number of Requests
Received during reporting period		2
Outstanding from previous reporting periods		3
• Outstanding from previous reporting period	3	
• Outstanding from more than one reporting period	0	
Total		5
Closed during reporting period		3
Carried over to next reporting period		2
• Carried over within legislated timeline	1	
• Carried over beyond legislated timeline	1	

1.2 Channels of requests

Source	Number of Requests
Online	1
E-mail	1
Mail	0
In person	0
Phone	0
Fax	0
Total	2

2.4 Pages released informally

Less Than 100 Pages Released		100-500 Pages Released		501-1000 Pages Released		1001-5000 Pages Released		More Than 5000 Pages Released	
Number of Requests	Pages Released	Number of Requests	Pages Released	Number of Requests	Pages Released	Number of Requests	Pages Released	Number of Requests	Pages Released
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 3: Requests Closed During the Reporting Period

3.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	1	0	0	0	1
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	2	0	0	0	0	0	2
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	2	0	1	0	0	0	3

3.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
18(2)	0	22(1)(a)(i)	0	23(a)	0
19(1)(a)	0	22(1)(a)(ii)	0	23(b)	0
19(1)(b)	0	22(1)(a)(iii)	0	24(a)	0
19(1)(c)	0	22(1)(b)	0	24(b)	0
19(1)(d)	0	22(1)(c)	0	25	0
19(1)(e)	0	22(2)	0	26	1
19(1)(f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

3.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
69(1)(a)	0	70(1)	0	70(1)(d)	0
69(1)(b)	0	70(1)(a)	0	70(1)(e)	0
69.1	0	70(1)(b)	0	70(1)(f)	0
		70(1)(c)	0	70.1	0

3.4 Format of information released

Paper	Electronic				Other
	E-record	Data set	Video	Audio	
0	1	0	0	0	0

3.5 Complexity

3.5.1 Relevant pages processed and disclosed for paper and e-record formats

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
263	214	1

3.5.2 Relevant pages processed by request disposition for paper and e-record formats by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	1	263	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	1	263	0	0	0	0	0	0

3.5.3 Relevant minutes processed and disclosed for audio formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.4 Relevant minutes processed per request disposition for audio formats by size of requests

Disposition	Less than 60 Minutes processed		60-120 Minutes processed		More than 120 Minutes processed	
	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.5 Relevant minutes processed and disclosed for video formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.6 Relevant minutes processed per request disposition for video formats by size of requests

Disposition	Less than 60 Minutes processed		60-120 Minutes processed		More than 120 Minutes processed	
	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.7 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Legal Advice Sought	Interwoven Information	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	1	0	0	1
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0
Total	0	1	0	0	1

3.6 Closed requests

3.6.1 Number of requests closed within legislated timelines

Number of requests closed within legislated timelines	2
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	66.66666667

3.7 Deemed refusals

3.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of requests closed past the legislated timelines	Principal Reason			
	Interference with operations / Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
1	1	0	0	0

3.7.2 Request closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of days past legislated timelines	Number of requests past legislated timeline where no extension was taken	Number of requests past legislated timeline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	1	1
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	1	1

3.8 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4: Disclosures Under Subsections 8(2) and 8(5)

Paragraph 8(2)(e)	Paragraph 8(2)(m)	Subsection 8(5)	Total
0	0	0	0

Section 5: Requests for Correction of Personal Information and Notations

Disposition for Correction Requests Received	Number
Notations attached	0
Requests for correction accepted	0
Total	0

Section 6: Extensions

6.1 Reasons for extensions

Number of extensions taken	15(a)(i) Interference with operations				15 (a)(ii) Consultation			15(b) Translation purposes or conversion
	Further review required to determine exemptions	Large volume of pages	Large volume of requests	Documents are difficult to obtain	Cabinet ConfidenceSection (Section 70)	External	Internal	
1	1	0	0	0	0	0	0	0

6.2 Length of extensions

Length of Extensions	15(a)(i) Interference with operations				15 (a)(ii) Consultation			15(b) Translation purposes or conversion
	Further review required to determine exemptions	Large volume of pages	Large volume of requests	Documents are difficult to obtain	Cabinet ConfidenceSection (Section 70)	External	Internal	
1 to 15 days	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30 days	1	0	0	0	0	0	0	0
31 days or greater								0
Total	1	0	0	0	0	0	0	0

Section 7: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

7.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and other organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during the reporting period	0	0	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Closed during the reporting period	0	0	0	0
Carried over within negotiated timelines	0	0	0	0
Carried over beyond negotiated timelines	0	0	0	0

Section 9: Complaints and Investigations Notices Received

Section 31	Section 33	Section 35	Court action	Total
0	0	0	0	0

Section 10: Privacy Impact Assessments (PIAs) and Personal Information Banks (PIBs)**10.1 Privacy Impact Assessments**

Number of PIAs completed	0
Number of PIAs modified	0

10.2 Institution-specific and Central Personal Information Banks

Personal Information Banks	Active	Created	Terminated	Modified
Institution-specific	2	0	0	0
Central	43	0	0	0
Total	45	0	0	0

Section 11: Privacy Breaches**11.1 Material Privacy Breaches reported**

Number of material privacy breaches reported to TBS	0
Number of material privacy breaches reported to OPC	0

11.2 Non-Material Privacy Breaches

Number of non-material privacy breaches	4
---	---

Section 12: Resources Related to the Privacy Act**12.1 Allocated Costs**

Expenditures		Amount
Salaries		\$2,099
Overtime		\$0
Goods and Services		\$49,963
• Professional services contracts	\$49,963	
• Other	\$0	
Total		\$52,062

12.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Privacy Activities
Full-time employees	0.025
Part-time and casual employees	0.000
Regional staff	0.000
Consultants and agency personnel	0.800
Students	0.000
Total	0.825

Note: Enter values to three decimal places.



Supplemental Statistical Report on the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*

Name of institution: Canada Energy Regulator

Reporting period: 2022-04-01 to 2023-03-31

Section 1: Capacity to Receive Requests under the Access to Information Act and the Privacy Act

Enter the number of weeks your institution was able to receive ATIP requests through the different channels.

	Number of Weeks
Able to receive requests by mail	52
Able to receive requests by email	52
Able to receive requests through the digital request service	52

Section 2: Capacity to Process Records under the Access to Information Act and the Privacy Act

2.1 Enter the number of weeks your institution was able to process paper records in different classification levels.

	No Capacity	Partial Capacity	Full Capacity	Total
Unclassified Paper Records	0	0	52	52
Protected B Paper Records	0	0	52	52
Secret and Top Secret Paper Records	0	0	52	52

2.2 Enter the number of weeks your institution was able to process electronic records in different classification levels.

	No Capacity	Partial Capacity	Full Capacity	Total
Unclassified Electronic Records	0	0	52	52
Protected B Electronic Records	0	0	52	52
Secret and Top Secret Electronic Records	0	0	52	52

Section 3: Open Requests and Complaints Under the Access to Information Act

3.1 Enter the number of open requests that are outstanding from previous reporting periods.

Fiscal Year Open Requests Were Received	Open Requests that are <i>Within</i> Legislated Timelines as of March 31, 2023	Open Requests that are <i>Beyond</i> Legislated Timelines as of March 31, 2023	Total
Received in 2022-2023	5	0	5
Received in 2021-2022	0	1	1
Received in 2020-2021	0	0	0
Received in 2019-2020	0	2	2
Received in 2018-2019	0	0	0
Received in 2017-2018	0	2	2
Received in 2016-2017	0	1	1
Received in 2015-2016	0	0	0
Received in 2014-2015	0	0	0
Received in 2013-2014 or earlier	0	0	0
Total	5	6	11

Row 11, Col. 3 of Section 3.1 must equal 2022-2023 Statistical Report on the Ac

3.2 Enter the number of open complaints with the Information Commissioner of Canada that are outstanding from previous reporting periods.

Fiscal Year Open Complaints Were Received by Institution	Number of Open Complaints
Received in 2022-2023	1
Received in 2021-2022	0
Received in 2020-2021	0
Received in 2019-2020	0
Received in 2018-2019	0
Received in 2017-2018	0
Received in 2016-2017	0
Received in 2015-2016	0
Received in 2014-2015	0
Received in 2013-2014 or earlier	0
Total	1

Section 4: Open Requests and Complaints Under the Privacy Act

4.1 Enter the number of open requests that are outstanding from previous reporting periods.

Fiscal Year Open Requests Were Received	Open Requests that are <i>Within</i> Legislated Timelines as of March 31, 2023	Open Requests that are <i>Beyond</i> Legislated Timelines as of March 31, 2023	Total
Received in 2022-2023	1	0	1
Received in 2021-2022	0	1	1
Received in 2020-2021	0	0	0
Received in 2019-2020	0	0	0
Received in 2018-2019	0	0	0
Received in 2017-2018	0	0	0
Received in 2016-2017	0	0	0
Received in 2015-2016	0	0	0
Received in 2014-2015	0	0	0
Received in 2013-2014 or earlier	0	0	0
Total	1	1	2

Row 11, Col. 3 of Section 4.1 must equal the sum of Row 1, Col. 1 of the 2022-2023 Statistical Report on the *Pri*

4.2 Enter the number of open complaints with the Privacy Commissioner of Canada that are outstanding from previous reporting periods.

Fiscal Year Open Complaints Were Received by Institution	Number of Open Complaints
Received in 2022-2023	0
Received in 2021-2022	0
Received in 2020-2021	0
Received in 2019-2020	0
Received in 2018-2019	0
Received in 2017-2018	0
Received in 2016-2017	0
Received in 2015-2016	0
Received in 2014-2015	0
Received in 2013-2014 or earlier	0
Total	0

Section 5: Social Insurance Number

Has your institution begun a new collection or a new consistent use of the SIN in 2022-2023?	No
--	----

Section 6: Universal Access under the Privacy Act

How many requests were received from confirmed foreign nationals outside of Canada in 2022-2023?	0
--	---

Row 1, Col. 1 of Section 1.1 of the



Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution: Régie de l'énergie du Canada

Période d'établissement de rapport : 4/1/2022 au 3/31/2023

Section 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

1.1 Nombre de demandes reçues

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		2
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		3
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	3	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	0	
Total		5
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		3
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		2
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la <i>Loi</i>	1	
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	1	

1.2 Mode des demandes

Mode	Nombre des demandes
En ligne	1
Courriel	1
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	2

Section 2 – Demandes informelles

2.1 Nombre de demandes informelles

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		0
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	0	
Total		0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		0

2.2 Mode des demandes informelles

Mode	Nombre des demandes
En ligne	0
Courriel	0
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	0

2.3 Délai de traitement pour les demandes informelles

Délai de traitement							
1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
0	0	0	0	0	0	0	0

2.4 Pages communiquées informellement

Moins de 100 pages communiquées		De 100 à 500 pages communiquées		De 501 à 1 000 pages communiquées		De 1 001 à 5 000 pages communiquées		Plus de 5 000 pages communiquées	
Nombre de demandes	Pages communiqués	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiqués	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 3 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

3.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	1	0	0	0	1
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	2	0	0	0	0	0	2
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	2	0	1	0	0	0	3

3.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
18(2)	0	22(1)a)(i)	0	23a)	0
19(1)a)	0	22(1)a)(ii)	0	23b)	0
19(1)b)	0	22(1)a)(iii)	0	24a)	0
19(1)c)	0	22(1)b)	0	24b)	0
19(1)d)	0	22(1)c)	0	25	0
19(1)e)	0	22(2)	0	26	1
19(1)f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

3.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1)a)	0	70(1)	0	70(1)d)	0
69(1)b)	0	70(1)a)	0	70(1)e)	0
69.1	0	70(1)b)	0	70(1)f)	0
		70(1)c)	0	70.1	0

3.4 Format des documents communiqués

Papier	Électronique				Autres
	Document électronique	Ensemble de données	Vidéo	Audio	
0	1	0	0	0	0

3.5 Complexité

3.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier et document électronique

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
263	214	1

3.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier et document électronique par disposition des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		100 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	0	Pages traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	1	263	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	1	263	0	0	0	0	0	0

3.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par dispositions des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par dispositions des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.7 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	1	0	0	1
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	0	1	0	0	1

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi	2
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la Loi (%)	66.66666667

3.7 Présomptions de refus

3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement /Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
1	1	0	0	0

3.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours au-delà des délais prévus par la Loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	1	1
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	1	1

3.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4 – Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

Alinéa 8(2)e)	Alinéa 8(2)m)	Paragraphe 8(5)	Total
0	0	0	0

Section 5 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Disposition des demandes de correction reçues	Nombre
Mentions annexées	0
Demandes de correction acceptées	0
Total	0

Section 6 – Prorogations

6.1 Motifs des prorogations

Nombre de prorogations prises	15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution				15a)(ii) Consultation			15b) Traduction ou cas de transfert sur support de substitution
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Document confidentiels du Cabinet (article 70)	Externe	Interne	
1	1	0	0	0	0	0	0	0

6.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution				15a)(ii) Consultation			15b) Traduction ou cas de transfert sur support de substitution
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Document confidentiels du Cabinet (article 70)	Externe	Interne	
1 à 15 jours	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30 jours	1	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 31 jours								0
Total	1	0	0	0	0	0	0	0

Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

Section 9 – Avis de plaintes et d'enquêtes reçus

Article 31	Article 33	Article 35	Recours judiciaire	Total
0	0	0	0	0

Section 10 – Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) et des Fichiers de renseignements personnels (FRP)

10.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

Nombre d'ÉFVP terminées	0
Nombre d'ÉFVP modifiées	0

10.2 Fichiers de renseignements personnels spécifiques à l'institution et centraux

Fichiers de renseignements personnels	Actifs	Créés	Supprimés	Modifiés
Spécifiques à l'institution	2	0	0	0
Centraux	43	0	0	0
Total	45	0	0	0

Section 11 – Atteintes à la vie privée

11.1 Atteintes substantielles à la vie privée signalée

Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT	0
Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP	0

11.2 Atteintes à la vie privée signalée non-substantielles

Nombre d'atteintes à la vie privée non-substantielles	4
---	---

Section 12 – Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels**12.1 Coûts répartis**

Dépenses		Montant
Salaires		\$2,099
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$49,963
• Contrats de services professionnels	\$49,963	
• Autres	\$0	
Total		\$52,062

12.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels
Employés à temps plein	0.025
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.800
Étudiants	0.000
Total	0.825

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.

Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution : Régie de l'énergie du Canada

Période d'établissement de rapport : 2022-04-01 au 2023-03-31

Section 1 : Capacité de recevoir des demandes sous la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu recevoir des demandes d'AIPRP par les différents canaux.

	Nombre de semaines
Capacité de recevoir des demandes par la poste	52
Capacité de recevoir des demandes par courriel	52
Capacité de recevoir des demandes au moyen du service de demande numérique	52

Section 2 : Capacité de traiter les dossiers sous la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

2.1 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents papiers à différents niveaux de classification.

	Ne peut pas traiter	Peut traiter en partie	Peut traiter en totalité	Total
Documents papiers non classifiés	0	0	52	52
Documents papiers Protégé B	0	0	52	52
Documents papiers Secret et Très secret	0	0	52	52

2.2 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents électroniques à différents niveaux de classification.

	Ne peut pas traiter	Peut traiter en partie	Peut traiter en totalité	Total
Documents électroniques non classifiés	0	0	52	52
Documents électroniques Protégé B	0	0	52	52
Documents électroniques Secret et Très secret	0	0	52	52

Section 3 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

3.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues	Demandes ouvertes dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023	Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023	Total
Reçues en 2022-2023	5	0	5
Reçues en 2021-2022	0	1	1
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	2	2
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	2	2
Reçues en 2016-2017	0	1	1
Reçues en 2015-2016	0	0	0
Reçues en 2014-2015	0	0	0
Reçues en 2013-2014 ou plus tôt	0	0	0
Total	5	6	11

Rangée 11, col. 3 de la section 3.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 l'accès à l'information 2022-2023

3.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à l'information du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution	Nombre de plaintes ouvertes
Reçues en 2022-2023	1
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017	0
Reçues en 2015-2016	0
Reçues en 2014-2015	0
Reçues en 2013-2014 ou plus tôt	0
Total	1

Section 4 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

4.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues	Demandes ouvertes dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023	Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023	Total
Reçues en 2022-2023	1	0	1
Reçues en 2021-2022	0	1	1
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	0	0
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	0	0
Reçues en 2016-2017	0	0	0
Reçues en 2015-2016	0	0	0
Reçues en 2014-2015	0	0	0
Reçues en 2013-2014 ou plus tôt	0	0	0
Total	1	1	2

Rangée 11, col. 3 de la section 4.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 protection des renseignements personnels 2022-2023

4.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution	Nombre de plaintes ouvertes
Reçues en 2022-2023	0
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017	0
Reçues en 2015-2016	0
Reçues en 2014-2015	0
Reçues en 2013-2014 ou plus tôt	0
Total	0

Section 5: Numéro d'assurance social

Votre institution a-t-elle commencé une nouvelle collecte ou une nouvelle utilisation cohérente du NAS en 2022-2023?	Non
--	-----

Section 6: Accès universel sous la Loi sur la protection des renseignements personnels

Combien de demandes ont été reçues de la part de ressortissants étrangers confirmés en dehors du Canada en 2022-2023?	0
---	---

Rangée 1, col. 1 de la section 6 doit être égale ou inférieure à la rangée 1 de la section 1.1 Loi sur la protection des renseignements personnels 2022-2023

Annex B

Delegation Order

Annexe B

Ordonnance de délégation de pouvoirs



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

**Delegation of Authority pursuant to
the *Access to Information Act*
and the *Privacy Act***

I, the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator, pursuant to subsection 95(1) of the *Access to Information Act*¹ and subsection 73(1) of the *Privacy Act*², hereby designate the persons holding the positions set out in the Delegation of Authority Schedule attached hereto, or the persons occupying those positions on an acting basis, to exercise the powers, duties and functions of the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator under the provisions of the Acts and related regulations set out in the schedule opposite each position. This designation supersedes all previous delegation orders.

Dated at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 1st day of April 2022.

Gitane De Silva
Chief Executive Officer

¹ R.S.C. 1985, c A-1

² R.S.C. 1985, c P-21

Delegation of Authority Schedule

Position	<i>Access to Information Act (ATIA) and Regulations</i>	<i>Privacy Act and Regulations</i>
Vice-President, Data and Information Management	Full authority	Full authority
Vice-President, System Operations	Full authority	Full authority
Executive Vice-President, People, Innovation, and Results	Full authority	Full authority
Director, Open Government	Subsections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) of the ATIA	None
Group Leader, ATIP	Subsections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) of the ATIA	None



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

Délégation des pouvoirs en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

En ma qualité de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, en vertu de l'article 95(1) de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ et de l'article 73(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*², je délègue par la présente aux titulaires des postes énoncés à l'annexe de délégation de pouvoirs ci-jointe ou aux personnes occupant les dits postes à titre intérimaire, les attributions dont je suis investie, à titre de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, aux termes des dispositions des lois et des règlements connexes mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace toute ordonnance de délégation de pouvoirs antérieure.

Fait à Calgary, en Alberta, le 1 avril 2022.

Gitane De Silva
Présidente – directrice générale

¹ L.R.C. (1985), ch. A-1

² L.R.C. (1985), ch. P-21

Annexe de délégation de pouvoirs

Poste	Loi sur l'accès à l'information (LAI) et règlements	Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements
Vice-président, gestion des données et de l'information	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président, des activités systémiques	Autorité absolue	Autorité absolue
Premier vice-président du personnel, de l'innovation, et des résultats	Autorité absolue	Autorité absolue
Directeur, Gouvernement ouvert	Sous-sections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) de LAI	Aucun
Chef de groupe, gestion des données et de l'information	Sous-sections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) de LAI	Aucun